

11. *Distinction honorifique*

« Par décret royal du 27 novembre 1914, la Société fut autorisée à conférer une croix ou une médaille de mérite (argent et bronze) à ceux qui s'en rendaient dignes par un acte méritoire envers elle. Cette belle décoration est conférée par S. A. R. le Prince des Pays-Bas au nom du Comité Supérieur, avec l'autorisation de S. M. la Reine. Le chancelier de cette croix du mérite est le Jonkheer E. B. F. F. Wittert van Hoogland. »

RUSSIE

Les effets de la révolution russe sur la Croix-Rouge

Le *Messenger* de la Croix-Rouge russe a paru pour la dernière fois, sous sa forme accoutumée, en avril 1917. A partir du 20 mai, il a été remplacé par un journal hebdomadaire, les *Nouvelles de la Croix-Rouge*, d'un format différent. Le nouvel organe est dirigé par un comité de 12 membres. Parallèlement avec les *Nouvelles*, la rédaction a l'intention de publier un recueil qui contiendra des articles de longue haleine sur les questions de médecine, de chirurgie, de bienfaisance, de droit international, concernant l'activité de la Croix-Rouge.

Les premiers numéros des *Nouvelles* nous fournissent d'intéressantes données sur la répercussion que la révolution russe a eue sur la Société de la Croix-Rouge. Le mouvement général de transformation qui secoue à fond l'organisme politique, militaire et social de la Russie, s'est étendu immédiatement aux institutions de la Croix-Rouge. Son développement, dans ce domaine spécial, rappelle, d'une manière étonnante, les phases diverses par lesquelles a passé jusqu'à présent l'établissement du nouveau régime.

Comme l'activité de la Croix-Rouge russe dépend maintenant, en grande partie, de l'adaptation de sa nouvelle orga-

nisation aux tâches qu'elle est appelée à remplir, il est intéressant de suivre ses premiers pas et d'observer la direction dans laquelle elle s'oriente.

Un des premiers actes du Gouvernement provisoire fut de remettre la direction générale de la Société russe de la Croix-Rouge aux mains d'un commissaire spécial, le prince Vassiltchikof.

Le 13 mars 1917, la Société passe sous la direction d'un comité spécial de la Douma, qui procède aussitôt à une épuration de la direction générale. Seize membres restent sur le carreau. Parmi eux, le général Meyendorf, le sénateur Vilken, les docteurs Botkine et Zonef, les généraux Dachkof et Nakachidzé, etc. Ils sont remplacés par six membres de la Douma et quelques professeurs.

Le 15 mars, eut lieu la première séance de la nouvelle direction générale. Le comte P. N. Ignatief, ancien ministre de l'Instruction publique est élu président à l'unanimité. Le premier projet mis à l'étude concerne l'union avec la Croix-Rouge des diverses organisations, s'occupant des secours aux blessés, aux prisonniers et à leurs familles, et en particulier des deux grandes organisations, l'Union des Villes et l'Union des Zemstvos, qui, depuis le début de la guerre, ont travaillé d'une manière si intense et si pratique. Nous avons maintes fois, dans nos chroniques précédentes, signalé l'importance de ces deux organisations. Leur collaboration avec la Croix-Rouge donnerait à celle-ci un nouvel apport d'énergies.

« La révolution de février, écrit M. V. S. Krivenko, « membre de la Direction générale, a balayé l'ancien régime, « mais l'idée humanitaire reste inébranlable. Le triomphe « de ce grand principe est aussi celui de la Croix-Rouge. « Le nouveau régime demande une réorganisation sociale. « Il faut secouer l'indolence russe et travailler avec un « redoublement d'ardeur. »

Les employés et les ouvriers des dépôts et des ateliers de Pétrograd entendirent cet appel. Ils se réunirent et nommèrent des délégués. Ceux-ci prirent d'abord une part active à l'épuration de l'ancienne direction, puis se déclarèrent

chargés par leurs mandants de diriger et de contrôler les actes de la direction nouvellement nommée. Un soviet des délégués nomma un comité exécutif tenu d'assister à toutes les séances de la direction, avec voix prépondérante, et de siéger dans toutes les commissions. En outre, le soviet créa, de son propre chef, quatre commissions spéciales ayant pour objets : 1^o la revision des statuts de la Croix-Rouge ; 2^o l'augmentation des appointements du personnel ; 3^o une enquête, suivie d'épuration, sur tout le personnel de la Croix-Rouge ; et 4^o la publication des *Nouvelles*. Une autre commission fut nommée pour élaborer le projet d'un congrès national de tous les employés de la Croix-Rouge.

Ainsi se dessinait l'orientation du nouveau régime. Nous assistons, dès lors, à une éclosion de comités, de commissions, de soviets, de délégations, de bureaux, etc. Ce pullulement, né à Pétrograd, s'étend rapidement. Il gagne presque en même temps les grandes villes et les fronts d'armée. Les infirmiers, les sœurs de charité, les employés des convois, des dépôts et des ateliers, en un mot tout le personnel regarde comme son premier devoir de réorganiser la Croix-Rouge à sa façon.

De graves conflits surgissent entre les représentants de la Croix-Rouge (délégués généraux), chargés de diriger le travail sur le théâtre des hostilités, et leur personnel qui refuse de reconnaître leur autorité. Les comités exigent que toutes les nominations dépendent du vote des subordonnés. Les compétences sont partout confondues. Tout est matière à discussion. L'emblème de la Croix-Rouge est attaqué comme étant un legs de l'antisémitisme de l'ancien régime. Un article de M. Ovtchinnikof calme les susceptibilités, en affirmant que la croix rouge sur fond blanc n'a rien de religieux.

Comme aucune des nombreuses instances n'est en état de trancher les difficultés, on en renvoie la solution au grand congrès national qui devait se réunir au mois de juin 1917. Cette soi-disant constituante de la Croix-Rouge aura pour tâche de réorganiser les services de la Croix-Rouge russe.

En attendant, le travail aux armées devient de plus en

plus difficile. Les chefs, n'ayant plus leur personnel en main, sont arrêtés dans leur activité. Plusieurs démissionnent. Cette situation est arrivée à un état si aigu que le Gouvernement provisoire envisage l'alternative de faire passer la Croix-Rouge sous la direction du ministre de la Guerre ou d'en militariser le personnel.

Il va sans dire que la presse prenait une part active à l'effervescence générale. D'innombrables articles étaient consacrés soit à l'examen des projets de réorganisation, soit à la critique des institutions et des personnes.

La Conférence nationale des employés de la Croix-Rouge s'ouvrit à Pétrograd le 29 juin 1917, sous la présidence du Dr Chevandine. Il nous paraît nécessaire de donner aux lecteurs du *Bulletin* quelques renseignements sur cette assemblée, d'abord parce qu'elle marque le tournant le plus dangereux que la Croix-Rouge russe ait eu à franchir, jusqu'à présent, ensuite parce que les débats ont clairement démontré que c'est grâce à son caractère de membre d'une institution internationale que la Société russe de la Croix-Rouge a pu conserver, jusqu'à présent, son existence indépendante. Nous pouvons dire que c'est la Convention de Genève qui a servi de planche de salut à la Croix-Rouge russe. C'est ce qui ressortira nettement du compte-rendu succinct que nous présentons des séances de la Conférence.

La validité des pouvoirs de l'assemblée souleva, à la première séance, un débat dont le résultat ne pouvait être douteux. Six membres firent remarquer que les délégués représentaient le front et l'arrière d'une manière très inégale, que les rangs supérieurs du personnel de la Croix-Rouge n'avaient aucun délégué et enfin que les membres de la Direction générale n'assistaient pas à la séance. Il leur paraissait plus normal que la Conférence assumât la tâche d'études préalables et se bornât à être un comité préparatoire du Congrès national. Cette velléité d'opposition fut rapidement réprimée par la majorité qui déclara, par la bouche de ses nombreux orateurs, qu'elle représentait l'opinion de cent mille travailleurs de la Croix-Rouge, que le règlement actuel de la Société avait perdu toute

valeur et que les délégués, mandataires de la seule classe qui prit une part active au travail de la Croix-Rouge, avaient par conséquent tout droit d'exercer le pouvoir législatif et le pouvoir exécutif. Il leur appartenait, d'ailleurs, de ne pas laisser la Croix-Rouge sous le coup d'une accusation honteuse de tendances réactionnaires, contre laquelle la Direction générale n'était pas en état de protester.

L'assemblée, moins six voix sur une centaine, se déclara donc constituée en Conférence nationale de la Croix-Rouge.

La seconde séance eut lieu le 3/16 juillet.

Le président informa l'assemblée des démarches qui avaient été faites auprès de la Direction générale : celle-ci n'accepte pas le rôle qu'on lui réserve de simple organe exécutif des décisions de la Conférence, mais revendique le droit de les examiner. Le président de la Conférence constate que le refus de la Direction générale de reconnaître les droits supérieurs de cette assemblée soulève un conflit de compétences. La grande majorité des délégués, après un débat au cours duquel les expressions violentes ne furent pas ménagées à la Direction générale, vote une résolution attribuant à la Conférence le droit absolu de décider sans appel. Le représentant du Gouvernement provisoire, M. Vélikhof, offre de servir d'intermédiaire à la Conférence dans les pourparlers éventuels, soit avec la Direction générale, soit avec le Gouvernement provisoire. Quelques orateurs suggèrent l'idée de faire, au nom de la démocratie de la Croix-Rouge, une déclaration des principes qui devront désormais servir de base à la Croix-Rouge nationale et internationale.

A la reprise de la séance, il est donné lecture de cette déclaration. Cette pièce est à citer tout entière :

« Internationale par son statut, nationale par son idée et démocratique par son esprit, la Société russe de la Croix-Rouge a été déformée et humiliée par l'autocratie et la bureaucratie. Le peuple russe n'a connu cette Société, membre de la Croix-Rouge internationale, que comme une association des favoris du tsarisme, couverts par la haute protection de têtes couronnées et faisant la charité au peuple et à l'armée russes, au moyen de fonds fournis par les impôts directs et indirects prélevés sur la nation.

« En conséquence la Croix-Rouge ne pouvait pas remplir sa première et principale tâche, celle d'exprimer la voix et la conscience du peuple dans les guerres des gouvernements et des classes dirigeantes.

« Dans les années terribles de cette guerre sans exemple, la Croix-Rouge non seulement n'a pas su élargir ses droits internationaux, mais encore elle a négligé ceux qui lui étaient reconnus par les accords internationaux. La Croix-Rouge a souvent manqué du courage nécessaire pour élever sa protestation quand les tyrans de tous les pays donnaient l'ordre féroce de ne pas faire de prisonniers, quand on achevait les blessés sur les champs de bataille, quand les prisonniers de guerre étaient soumis à des tortures, quand enfin les populations civiles étaient martyrisées.

« La première Conférence nationale légale des travailleurs de la Croix-Rouge du front et de l'arrière, représentant de droit près de cent mille collaborateurs de la Croix-Rouge, unis entre eux et dévoués à la liberté, à la démocratie et à la patrie, déclare :

« Nous n'abandonnerons pas la lutte avant d'avoir détruit tous les vestiges de l'ancienne Croix-Rouge autocratique et bureaucratique, et avant d'avoir élevé le véritable temple de la philanthropie internationale qui sera la Nouvelle Croix-Rouge nationale russe.

« La Russie démocratique et son armée révolutionnaire ont apporté au monde de nouvelles idées de liberté, de paix et de fraternité des peuples. La nouvelle Croix-Rouge, populaire et démocratique, issue de la démocratie et de l'armée révolutionnaires, élèvera, dans le monde entier, la voix de la conscience internationale et de la philanthropie.

« Nous exigerons les garanties des droits internationaux.

« Nous redoublerons d'efforts en faveur des prisonniers de guerre, nos frères et nos amis.

« Nous entourerons notre armée révolutionnaire d'un amour véritablement populaire. Dans les jours difficiles de la démobilisation et dans les calamités nationales qui peuvent survenir, nous nous empresserons d'offrir au gouvernement notre expérience et notre savoir. Sur le front et

à l'arrière, dans les camps de prisonniers, pendant et après la guerre, nous serons les gardiens fidèles des intérêts journaliers de notre armée et nous nous montrerons les premiers partout où notre vie sera nécessaire pour aider notre peuple dans les épidémies, dans les disettes et autres calamités nationales. Que l'œuvre de secours à l'armée du peuple soit l'œuvre du peuple lui-même !

« La première Conférence nationale des travailleurs de la Société russe de la Croix-Rouge s'engage à se faire le serviteur et l'exécuteur de la charité et de l'amour du peuple, et fait le serment de planter, devant le palais de la future République russe, au milieu des drapeaux de la liberté, l'étendard de la libre Croix-Rouge, la croix rouge sur fond blanc, emblème de la philanthropie et de la fraternité des peuples. »

Cette déclaration est adoptée sans discussion, à l'unanimité et aux applaudissements de l'assemblée. Il est décidé de lui donner la plus large diffusion.

La Direction générale crut ne pouvoir laisser sans réponse les accusations formulées contre elle dans la déclaration. Elle se défendit sous une forme très modérée. Après avoir démontré que la Conférence ne représentait qu'une partie des travailleurs de la Croix-Rouge et que ces délégués n'avaient reçu qu'un mandat consultatif qui ne leur donnait aucun droit de décider du sort futur de la Croix-Rouge russe, la Direction passe en revue les critiques qui lui sont adressées. Le fait que la Société était placée sous le patronage de membres de la famille impériale lui était commun avec un grand nombre de Croix-Rouges étrangères, qui jouissent de la protection des chefs d'Etat. La Croix-Rouge russe se recrutait librement dans toutes les classes de la société. Tous les organes de son administration sont nommés par voie d'élection. Elle ne fait pas la charité au moyen d'impôts levés sur le peuple, mais à l'aide de contributions et de dons volontaires. L'assistance de l'Etat, pendant les années de guerre, s'est traduite par de légères taxes perçues au profit de la Croix-Rouge sur les passeports étrangers, les télégrammes et les billets de chemins de fer.

Quant au reproche de n'avoir pas exprimé la conscience populaire dans les guerres et dans les luttes de classes, il ne saurait s'adresser à la Croix-Rouge, dont la tâche est de porter secours aux soldats blessés et malades sans distinction de partis et sans laisser entamer le principe d'humanité et de neutralité qui est à la base de cette institution.

L'accusation d'avoir négligé son rôle international est d'autant plus injustifiée à l'égard de la Croix-Rouge que précisément dans la guerre actuelle, les relations avec les Croix-Rouges étrangères ont été particulièrement animées. La Direction cite les conférences tenues à Stockholm, avec les représentants des Croix-Rouges belligérantes, et le travail nécessité par le rapatriement, l'échange et le ravitaillement des prisonniers. Toutes les infractions aux conventions internationales ont été signalées au Comité International, et des protestations ont été adressées à l'occasion du torpillage des vaisseaux-hôpitaux et des attaques contre les formations sanitaires.

La Direction générale regrette que les délégués qui ont travaillé sous le drapeau de la Croix-Rouge soient si peu au courant de l'activité réellement déployée, et s'en tient aux nombreux témoignages de reconnaissance qui lui sont parvenus de l'armée.

Ces explications n'arrêtent pas la Conférence dans ses projets de réorganisation. Elle annonce l'intention bien arrêtée, de constituer par élection une nouvelle Direction générale, dont devront faire partie des représentants du Gouvernement provisoire et des délégués des soldats, des paysans et des autres associations. Des commissaires seront élus sur le front et dans les sections de l'intérieur, pour diriger le travail de la Croix-Rouge.

D'un autre côté, l'existence même de la Société russe de la Croix-Rouge s'est trouvée menacée par un danger nouveau qui, en fait, est la résultante de l'état cahotique des services sanitaires à l'armée.

Comme on l'a vu plus haut, un projet avait été élaboré en vue de réunir la Croix-Rouge et les diverses organisations qui collaboraient à l'œuvre de secours à l'armée. Le Gouver-

nement provisoire décréta, le 10-23 juin, la formation d'un comité, sous la présidence de M. Vyrubof, pour étudier le plan d'une *union* de ces organisations. La résolution prise par ce comité s'écarte nettement du terme *union* employé par le Gouvernement. Elle conclut à la *fusion* complète de toutes les organisations de secours, à la suppression de leur autonomie et à leur rattachement pur et simple au ministère de la Guerre. C'est pour la Croix-Rouge un arrêt de mort. Cette résolution, prise à la majorité de cinq voix contre quatre, est rédigée comme suit :

« Les sociétés et organisations travaillant en vue du ravitaillement de l'armée sont fusionnées en ce qui concerne les fournitures de matériel, la partie technique et la partie sanitaire, unissent leurs institutions d'une manière organique avec celles du ministère de la Guerre et des autres organes gouvernementaux et *perdent, en conséquence, leur existence indépendante.* »

La minorité était composée des représentants du ministère de la Guerre et du ministère du Ravitaillement, et des délégués de la Croix-Rouge et de l'Union des villes. Le délégué de la Croix-Rouge au sein du comité demanda qu'il fût spécifié au protocole de la séance, que la résolution votée ne pouvait en aucun cas être appliquée à la Croix-Rouge. Le lendemain du vote, la Croix-Rouge présentait un mémoire de protestation dont voici les principaux points : Le décret du Gouvernement, instituant le comité, le chargeait d'étudier, non *la fusion*, mais *l'union* des associations existantes, ainsi que leurs rapports avec les organes du Gouvernement. Le comité a donc commis un abus de pouvoir en modifiant de son propre mouvement le programme du Gouvernement.

La Croix-Rouge, comme institution de caractère *international*, doit conserver son autonomie, tout en se soumettant, pour le travail sur le front, aux dispositions de l'autorité militaire, ce qui du reste est prévu par le règlement de l'armée.

La Direction générale décida d'envoyer une délégation

au Gouvernement provisoire, pour protester contre la résolution votée par le comité.

D'autre part, le Commissaire spécial du Gouvernement auprès de la Croix-Rouge, fit une déclaration énergique :

« La Croix-Rouge est une institution de droit privé et de caractère *international*. Le ravitaillement dont elle s'occupe est celui de ses propres formations. La résolution n'explique pas si la perte de l'indépendance s'applique aussi à l'entretien des institutions propres à la Croix-Rouge, lequel est subventionné, en grande partie, par des fonds privés. La refonte de toute l'œuvre entreprise par des organisations diverses, pour venir en aide aux soldats malades, blessés ou prisonniers et à leurs familles, est impossible en temps de guerre, sans porter un grave préjudice à l'œuvre de secours. Les résultats obtenus par la Croix-Rouge pendant la guerre actuelle ne peuvent, en aucun cas, donner le droit de déclarer qu'elle a failli à sa tâche. En privant la Société de la Croix-Rouge de son autonomie, en ce qui concerne le travail sanitaire, la résolution lui ôterait, en fait, son droit à l'existence, puisque, fondée sur des accords internationaux et revêtue d'un caractère international, la Croix-Rouge a pour but un travail spécial sur les champs de bataille, travail qui est conditionné par son indépendance. »

La Conférence des travailleurs de la Croix-Rouge s'apercevant, un peu tard, du danger qui menaçait cette institution, envoya également sa protestation. Elle se fonde aussi sur le fait que la Croix-Rouge est une institution internationale, qui représente l'idée de la charité et de la fraternité des peuples. Elle reconnaît les services rendus par la Croix-Rouge et demande que la résolution du comité Vyroubof soit annulée pour incompétence. Enfin, soulevant un coin du voile, la Conférence explique la tentative de fusion, par le fait que l'Union des Villes et l'Union des Zemstvos ne cherchent qu'à se débarrasser de leur tâche sanitaire, parce que depuis le changement de régime, *elles poursuivent d'autres buts*.

Là s'arrêtent les documents dont nous disposons. Nous

faisons des vœux sincères pour que la Société russe de la Croix-Rouge surmonte heureusement cette crise aiguë et puisse continuer à se consacrer à la noble tâche qui est dévolue à toutes les Sociétés issues de la Convention de Genève.

F. THORMEYER.

Commission centrale des prisonniers auprès de la Croix-Rouge de Russie

Le Département politique suisse a bien voulu nous transmettre une « note verbale », du 18 août 1917, à lui remise par la Légation de Russie à Berne. Cette note, qui doit sans doute faire suite à la lettre de la Croix-Rouge du 4 mai, que nous publions dans notre dernier *Bulletin*¹, avait la teneur suivante :

« La Légation de Russie à Berne vient d'être informée par le ministère des Affaires étrangères de Russie, que le Gouvernement provisoire russe a créé, auprès de l'administration générale de la Croix-Rouge de Russie, une Commission centrale, pour affaires concernant les prisonniers de guerre, qui est autorisée :

« 1. — A prendre des décisions définitives concernant toutes les questions de caractère général, relatives aux prisonniers de guerre, aux internés civils et aux otages russes se trouvant dans les pays ennemis, ainsi qu'aux prisonniers de guerre, aux internés civils et aux otages ennemis se trouvant en Russie.

« 2. — A entretenir des rapports directs avec les institutions de même nature des pays neutres et ennemis.

« 3. — A conclure avec les pays neutres et ennemis toutes sortes de conventions concernant le sort des prisonniers de guerre.

« 4. — A diriger les travaux de toutes les institutions

¹ Voy. p. 329.